

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 25 novembre 2019 dans les locaux de l'EPF NORMANDIE, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de M. le Préfet de la Région Normandie, de M. Philippe SIMEON-DREVON, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011,
  - VU** le Programme d'Action Foncière passé avec la Commune de **ROUEN**, le 24 février 2014, fixant les conditions d'acquisition et de revente à la Collectivité, des parcelles non bâties cadastrées Section MR n° 22 d'une contenance totale de 2 097 m<sup>2</sup>, MR n° 21 (droit indivis : 1/5 sur la parcelle d'une contenance totale de 426 m<sup>2</sup>) et MR n° 182 (droits indivis : ½ sur la parcelle d'une contenance totale de 69 m<sup>2</sup>) et les parcelles bâties cadastrées Section MR n° s 188 et 183 d'une contenance d'environ 279 m<sup>2</sup> sur l'opération 900 112 - "Rive de Seine/Gare Saint Sever",
  - VU** la demande de report de l'échéance de rachat formulée par la Commune de **ROUEN**.
- SUR** les rapports et après avis favorables de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ  
D É C I D E**

D'accorder, aux conditions contractuelles de portage, à la Commune de **ROUEN (Seine-Maritime)**, un report, d'une durée de cinq ans (5 ans) sur l'échéance de rachat de l'ensemble des parcelles non bâties cadastrées Section **MR n° 22** d'une contenance totale de 2 097 m<sup>2</sup>, **MR n° 21** (droit indivis : 1/5 sur la parcelle d'une contenance totale de 426 m<sup>2</sup>) et **MR n° 182** (droits indivis : ½ sur la parcelle d'une contenance totale de 69 m<sup>2</sup>) et les parcelles bâties cadastrées Section **MR n°s 188 et 183** d'une contenance d'environ 79 m<sup>2</sup>.

Les nouvelles dates d'échéance de rachat sont fixées comme suit :

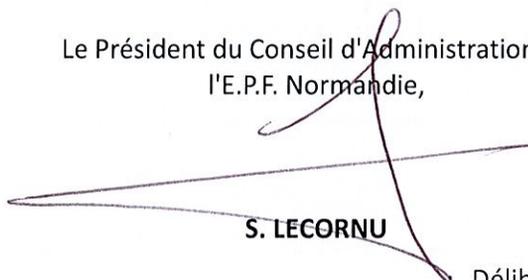
Parcelles concernées	MR n°s 22 et 21	MR n°s 188 et 182	MR n°s 183 et 21
Report fixé au	10/10/2024	24/08/2024	01/04/2024

Sur les pénalités de report :

Si les échéances contractuelles ne sont pas tenues, il sera appliqué des pénalités sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5 % sur cette période dès le 1<sup>er</sup> jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel.

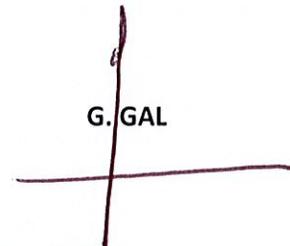
Elle est recouvrée annuellement.

Le Président du Conseil d'Administration de  
l'E.P.F. Normandie,



**S. LECORNU**

Le Directeur Général  
de l'E.P.F. Normandie,



**G. GAL**

Délibération approuvée  
A Rouen, le  
Le Préfet,

26 NOV. 2019

l'Adjoint au Secrétaire Général  
pour les Affaires Régionales  
chargé du pôle "politiques publiques"



**Dominique LEPETIT**